
PARTI DES TRAVAILLEURS

Membre de l'Entente Internationale des Travailleurs

Daniel GLUCKSTEIN, candidat du Parti des travailleurs



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous n'attendez rien de l'élection présidentielle des 21 avril et 5 mai ? Vous avez raison.
Vous vous demanderez peut-être, alors : pourquoi le Parti des travailleurs a-t-il décidé de me présenter comme candidat à l'élection présidentielle ? Nous voulons d'abord dire les faits dont personne ne parle, alerter sur ce qui se prépare, ouvrir un débat :

Est-il possible de reconquérir la démocratie ? Comment ?

PASSONS AU VIF DU SUJET. La campagne présidentielle est une totale mascarade. Des millions d'électeurs s'apprêtent à s'abstenir. Ils ont raison. Ils veulent s'abstenir parce qu'aucun des problèmes auxquels l'immense majorité de la population est confrontée ne va trouver de solution dans cette élection.

Il y a aussi tous ceux, décidés à voter, qui ne font aucune différence entre les programmes des principaux candidats.

Des centaines de milliers d'emplois sont en train d'être détruits dans l'industrie. Qui peut croire qu' il va y avoir une amélioration après cette élection, quel que soit le président élu ?

Les personnels hospitaliers sont en grève depuis des mois pour obtenir des postes. Qui peut croire qu'ils vont obtenir ces postes plus facilement quel que soit le président élu ?

Aucun de ces problèmes ne va trouver de solution dans cette élection.

Pourtant, il faudra bien qu'on trouve une réponse.

Si l'on croit que les médecins, les hospitaliers, les instituteurs, les ouvriers victimes de licenciement vont, demain, après l'élection, parce qu'on aura un nouveau président, accepter plus facilement ce qu'ils refusent aujourd'hui, on se trompe. Tout le monde sait que ceux qui se dressent aujourd'hui contre cette politique continueront à se dresser demain.

Si je suis candidat, c'est uniquement pour poser ces problèmes dont personne ne parle, et pour mettre à l'ordre du jour la construction d'un véritable parti ouvrier, un parti des travailleurs, nécessaire pour aider le peuple à résister.

Vous vous demandez : y a-t-il un accord sur le fond entre MM. Chirac et Jospin ?

Les faits sont là. Jospin et Chirac ont mis en place l'euro. Ils ont siégé seize fois ensemble dans les sommets européens, là où s'élabore toute la politique maastrichtienne de régression sociale. Ils en ont "d'une même voix" approuvé les décisions. Ainsi, lors du dernier sommet européen des 15 et 16 mars, à Barcelone, ils ont décidé la libéralisation complète du secteur de l'électricité.

Et pourtant, ne nous avaient-ils pas expliqué avant qu'il s'agirait d'une privatisation "graduelle" ? Ne nous avaient-ils pas parlé de "service public à la française", "d'ouverture maîtrisée du capital" ? N'est-ce pas une hypocrisie pure et simple ? D'ailleurs, la remise en cause des monopoles de production, de transport et de distribution, votée le 10 février 2000, avait déjà engagé le processus de privatisation d'EDF.

Tout le monde sait qu'en matière de privatisation, le gouvernement Jospin a privatisé plus que tout autre.

Mon parti se prononce pour l'arrêt de tous les plans de privatisation et pour la renationalisation des entreprises privatisées, à commencer par la SNCF, les transports publics, France Télécom, EDF-GDF, mais aussi toutes les entreprises privatisées sous les différents gouvernements.

Oui, je l'affirme, les propositions de Chirac et de Jospin se résument à ceci : après les élections, quel que soit l'élu, nous allons aggraver les mesures contre les travailleurs, contre la démocratie.



Après la présidentielle, que vont devenir nos retraites ?

Jospin et Chirac proclament quasiment ouvertement leur intention de liquider les retraites par répartition. Jusqu'à présent, les retraites, en France, sont basées sur ce système collectif. Le salarié actif cotise pour le retraité qui touche sa pension.

Chirac parle de "fonds de retraite", Jospin de "l'épargne salariale", mais, en fait, tous deux veulent introduire, dans notre pays, les fonds de pension, où chacun cotise pour un capital livré à la spéculation. C'est l'individualisation, avec les risques d'effondrement, comme on l'a vu avec Maxwell en Grande-Bretagne, et Enron aux États-Unis. Ce serait à coup sûr un départ en retraite plus tard, avec des cotisations plus élevées, pour toucher des pensions en diminution, ou tout voir disparaître.

Nous nous prononçons pour le retour au strict régime des retraites par répartition sur la base de 37,5 annuités de cotisation pour tous, pour le public et le privé.

Oui, il faudra défaire le traité de Maastricht

Rien n'est incontournable. Ce qu'une loi a fait, une autre loi peut le défaire. Le traité de Maastricht est une fabrication contre les intérêts de la démocratie, de la classe ouvrière, de la jeunesse, de la paysannerie. Il faudra défaire le traité de Maastricht.

Si nous nous opposons à l'Europe de Maastricht, c'est au nom des intérêts de la classe ouvrière, au nom de la lutte pour l'interdiction de tous les licenciements, au nom de la défense des conventions collectives, des statuts, des droits ouvriers, de la défense des prérogatives des organisations syndicales. C'est au nom également de la défense des petits agriculteurs, dont l'existence même est menacée par la politique agricole commune et les directives européennes (notamment Natura 2000), qui organisent désertification et baisse des revenus.

La Ve République née du coup d'État de 1958 était, à l'époque, qualifiée par les représentants de toute la gauche comme "un coup d'État permanent contre la démocratie". Depuis — qu'ils soient "de gauche" ou de droite —, tous ceux qui ont dirigé le pays se sont soumis à ces institutions. Le suffrage universel représente une conquête démocratique pour laquelle des générations d'hommes et de femmes ont combattu. Ce sont ceux, quelle que soit leur couleur politique, qui ont piétiné, méprisé le suffrage universel, en bafouant le mandat qui leur a été confié, qui ont conduit à la situation présente de rejet et d'abstention.

Le Parti des travailleurs se prononce pour l'abrogation de ces institutions réactionnaires, pour la reconquête de la démocratie, pour une Assemblée constituante souveraine qui, rompant avec le traité de Maastricht, prendra les mesures immédiates de sauvegarde du peuple travailleur et de la jeunesse.

Pourquoi défendre l'existence des 36 000 communes ?

Les adhérents du Parti des travailleurs ont rencontré 11 000 maires. Les maires s'inquiètent parce qu'on veut liquider les communes en France et créer une situation où les habitants des communes devraient, demain, comme dans les autres pays d'Europe, faire 20, 30, 40 kilomètres pour aller à la mairie. Il n'y aura plus de poste, plus d'école, plus de service de l'Équipement…

Les maires sont extrêmement inquiets. Ils estiment, à juste titre, que l'existence des communes est en jeu. Il y a déjà eu la loi Chevènement-Voynet de 1999, qui permet aux préfets d'imposer des périmètres de communautés de communes. Avec les nouveaux projets sur le pouvoir des conseils communautaires, les communes se verraient dessaisies de leurs compétences et de leurs ressources fiscales. Nombre de maires que nous avons rencontrés nous ont dit : "Ce serait la mort des communes." Il est évident qu'aujourd'hui, contre les directives européennes, il faut agir pour **défendre les 36 000 communes héritées de la Révolution française, instances de base de la démocratie et de la République.**

Que penser de la proposition de retenue de l'impôt à la source ?

Interrogé sur la question des impôts, j'ai eu l'occasion d'expliquer que nous revendiquons l'abrogation de la TVA, l'impôt le plus injuste, car il frappe indifféremment tous les ménages. Nous revendiquons l'abrogation de la CSG, impôt qui remplace la cotisation due par les patrons à la Sécurité sociale. En revanche, nous nous prononçons non seulement pour le maintien, mais également pour réévaluer l'impôt sur le revenu, qui, dans son principe, est l'impôt le plus juste : il est progressif et fait contribuer davantage les plus hauts revenus, même si, d'année en année, il y a de plus en plus de mécanismes permettant d'exonérer largement les plus hauts revenus.

Nous sommes résolument contre la retenue à la source. Non seulement parce qu'elle remet en cause l'existence du Trésor public, mais, également, parce que la retenue à la source, c'est l'impôt prélevé par les entreprises, **c'est la privatisation de la collecte.**

C'est une réforme fiscale déguisée, qui vise à remplacer l'impôt progressif — avec les abattements et les exonérations obtenues pour les couches défavorisées — par un prélèvement comme la CSG. Elle s'inscrit dans une politique d'ensemble qui consiste en fait à confondre la Sécurité sociale et l'impôt.

Les besoins en services publics existent, on a besoin de plus de postiers, de plus d'instituteurs, de plus d'agents de l'Équipement… Nous sommes pour qu'ils soient financés par un impôt effectivement progressif, qui fasse payer les revenus les plus importants.

Et la santé ?

Une grande question est posée aujourd'hui : l'avenir du plan Juppé.

Le plan Juppé a été mis en place par un gouvernement de droite pour démanteler les institutions de la Sécurité sociale telles qu'elles ont été gagnées à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le plan Juppé a été maintenu et appliqué par le gouvernement de la "gauche plurielle".

Il y a aujourd'hui une tendance, notamment à travers la CSG, à transférer la cotisation sociale sur l'impôt. Vous ne le savez sans doute pas : dans le même temps, l'organisme chargé de la collecte des cotisations patronales est en train d'être déconcentré. C'est le cas de la principale URSSAF de France, celle de la région parisienne. Dans le département où j'habite, en Seine-Saint-Denis, on a fermé un centre de Sécurité sociale sur deux.

En fait, il y a toute une politique de démantèlement de la protection sociale. Au Parti des travailleurs, nous nous prononçons pour l'abrogation du plan Juppé, pour le retour à la Sécurité sociale d'après-guerre fondée sur le salaire différé.

Je l'ai dit maintes fois dans cette campagne, on mesure le degré de civilisation d'une société à sa capacité d'augmenter ses dépenses de santé. Je suis pour l'augmentation générale des dépenses de santé.

Que faire pour défendre l'avenir de la jeune génération ?

Nous nous prononçons pour le rétablissement des programmes et des diplômes nationaux, pour le rétablissement de l'égalité de tous les enfants devant l'instruction publique, pour l'abrogation de toutes ces mesures dérogatoires, de zones, de programmes différenciés, qui, sous couvert de "droit à la différence", sont la différence des droits. On enferme les jeunes dans des ghettos, on les enferme dans des communautés.

J'ai le souvenir des jeunes de Seine-Saint-Denis qui manifestaient il y a quatre ans et qui disaient "Seine-Saint-Denis en France !" Ils voulaient dire : nous ne voulons pas être considérés comme des parias, nous avons les mêmes droits que tous les autres jeunes, nous voulons une même instruction, des mêmes programmes, des mêmes diplômes.

Pour cela, il faut abroger toute une série de lois, à commencer par la loi Jospin de 1989, abroger aussi cette politique de régionalisation qui s'inscrit dans le cadre de l'Europe des régions et détruit la laïcité de l'école et de l'État. **Nous sommes pour la défense et le rétablissement de la laïcité, le respect de la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905. Tous les fonds publics doivent être attribués à la seule école publique.**

De l'école à l'université, il faut donner les moyens à tous les jeunes d'accéder à une instruction de qualité, républicaine, laïque, fondée sur l'égalité des droits, avec un système national de programmes, de diplômes, de collations de notes. Et, bien évidemment, cela est en rapport avec le rétablissement d'une réglementation ouvrière qui reconnaît le diplôme dans les conventions collectives.

D'où viendra l'issue ?

On nous reproche parfois de critiquer, de dire non. Si certains estiment que le retour au travail de nuit des femmes dans l'industrie, tel qu'il a été décidé par le gouvernement de la "gauche plurielle", par la loi du 9 mai 2001, ou encore le refus obstiné de rétablir la spécialité de gynécologie médicale constituent des mesures de progrès, c'est leur droit, mais ce n'est pas le point de vue de millions de femmes qui y sont confrontées. Si certains estiment que le retour au travail des enfants, légalisé par une ordonnance signée conjointement par Chirac et Jospin, le 22 février 2001, est une mesure de progrès, c'est leur droit. Nous ne partageons pas ce point de vue.

Est-ce négatif de demander l'abrogation de ces mesures régressives ? J'estime que ce qu'il y a de plus négatif, c'est la destruction de toutes les conquêtes sociales et démocratiques mise en œuvre par le gouvernement pluriel à la suite du gouvernement de droite.

Dans ces conditions, aucun travailleur ne pense que s'il y a plus de voix pour tel ou tel, cela "tirerait" Jospin vers la gauche. Quel que soit le résultat du premier tour, qui peut croire que Jospin, s'il est élu, va moins privatiser, s'opposer aux licenciements, satisfaire les revendications, ou encore s'opposer à la précarité, à la déréglementation, à la flexibilité, à l'annualisation généralisées par la loi Aubry dite des "35 heures" ? Non : Jospin comme Chirac appliqueront les directives européennes de Maastricht, et c'est une illusion de croire qu'il est possible dans cette élection de faire pression sur celui qui sera élu au deuxième tour.

Nous ne sommes le supplétif de personne pour le deuxième tour. Ni de Chirac, bien évidemment, ni de Jospin. C'est ce qui nous distingue. Nous nous positionnons pour le règlement des véritables problèmes, qui n'aura pas lieu dans cette élection et qui, inévitablement, viendra après.

Les travailleurs, les agriculteurs, les jeunes, qui, aujourd'hui se dressent contre la politique du gouvernement, ouvriront une issue demain. Si l'on pense en haut lieu que la population va continuer à accepter cette politique, ce n'est pas le cas. L'issue viendra de la mobilisation la plus large du peuple tout entier. **Nous allons reconquérir la démocratie, nous allons, avec vous, avec tout le peuple, reconstruire la démocratie aujourd'hui en France.**

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans un article paru récemment dans un quotidien national, on pouvait lire : "Décidément, le Parti des travailleurs n'est pas un parti comme les autres." C'est vrai : de tous les candidats en présence dans ces élections, je suis le seul qui ne vous dit pas : "Voter pour moi va changer le cours des choses." Je ne vous dis pas cela, car ce serait un mensonge. Répétons-le, personne ne peut honnêtement prétendre que plus de voix pour tel ou tel candidat au premier tour va freiner la politique de régression sociale de l'élu du deuxième tour.

Certes, il devrait y avoir une différence entre la gauche et la droite. Si aujourd'hui, Jospin prenait l'engagement de renationaliser tout ce qui a été privatisé, de repousser l'épargne salariale, d'interdire tous les licenciements, d'en finir avec la précarité, de rompre avec Maastricht, alors, nous appellerions à voter pour lui. Mais ce n'est pas le cas.

La situation actuelle a été créée par les principaux candidats eux-mêmes : dans tous les domaines, ils se proposent de poursuivre et d'aggraver la politique anti-ouvrière dictée par l'Europe de Maastricht.

À l'opposé, le Parti des travailleurs affirme : il est urgent et indispensable de porter un coup d'arrêt à cette politique qui se poursuit depuis vingt ans. **Il est urgent d'ouvrir la voie à un cours nouveau, fondé sur la satisfaction des besoins de l'immense majorité : la reconquête de la démocratie.**

Cette solution positive ne sortira pas des élections du 21 avril et du 5 mai.

Cela signifie-t-il qu'il n'y a pas d'issue ? Non, bien au contraire.

C'est l'action collective, la mobilisation de toute la classe ouvrière, de la paysannerie, de la jeunesse et, au-delà, des élus et de toute la population, qui imposera une issue positive à la grave crise qui frappe aujourd'hui la démocratie et la République.

Une telle issue exige que les travailleurs soient organisés. Face aux multinationales, aux institutions internationales et aux gouvernements qui sont à leur service, les travailleurs ne disposent que d'une force : leur organisation.

Notre parti s'appelle **Parti des travailleurs.** Il est ouvert très largement aux travailleurs des villes et des campagnes, aux ouvriers, aux employés, aux enseignants, aux chômeurs, aux jeunes… Il est ouvert à tous.

Notre parti est un parti ouvrier indépendant dans lequel se retrouvent différents courants du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier existe. Le mouvement ouvrier est une tradition : celle qui oppose ceux qui n'ont que leur force de travail à ceux qui possèdent les moyens de production. Cette continuité reste aujourd'hui plus vraie que jamais : les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres ; l'antagonisme entre les classes sociales s'affirme dramatiquement d'année en année.

La démocratie, c'est le droit pour les travailleurs de s'organiser afin de défendre les intérêts qui leur sont propres. C'est toute l'importance de l'existence d'organisations syndicales indépendantes, liées à la défense des droits et garanties.

Sur un autre plan, c'est la nécessité de reconstruire une véritable représentation politique des opprimés et des exploités, un authentique parti ouvrier indépendant, capable en toutes circonstances d'être un point d'appui pour la lutte de classe et la lutte pour la démocratie.

C'est ce à quoi se consacre le Parti des travailleurs, organisé autour de son journal hebdomadaire *Informations ouvrières,* qui publie les faits et propose des analyses au service de la lutte pour la démocratie et pour les droits ouvriers.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous nous permettons de vous poser la question : est-ce parce que ce discours tranche avec tous ceux de la campagne officielle que notre parti a été boycotté pendant des mois par les médias ? C'est à vous d'en juger.

Vu, le candidat

Pour la reconquête de la démocratie

Daniel GLUCKSTEIN, secrétaire national du Parti des travailleurs

Imprimerie Rotinfed 2000 Paris



PARTI DES TRAVAILLEURS

Membre de l'Entente Internationale des Travailleurs

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - Tél. : 01 48 01 88 29 - Fax : 01 48 01 89 22 - E-mail : parti-des-travailleurs@wanadoo.fr